

pendant le débat sur la Société de développement du Cap-Breton. Je voudrais vous expliquer pourquoi je le pense.

A l'instar de néo-démocrates, j'ai recommandé que la Sydney Steel passe aux mains de la Société de développement du Cap-Breton. Nous avons insisté sur ce point à la Chambre, et non seulement le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social mais aussi le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ont alors déclaré que la mesure législative avait une portée assez vaste pour englober presque n'importe quelle éventualité, dont la mainmise sur l'acier du Cap-Breton. Je viens d'entendre le député de Burnaby-Richmond dire: «C'est exact». Sa mémoire est meilleure, je crois, que celle du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En l'occurrence, il incombe à ce dernier de tirer la situation au clair. Il a induit la Chambre en erreur soit aujourd'hui soit lorsque nous avons discuté de cette importante question il y a quelques semaines. Selon le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources le projet de loi est de portée assez vaste pour inclure quoi que ce soit, même l'objectif que vise le député de Cap-Breton...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Je crois que nous devrions entendre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ce sujet.

L'hon. M. MacEachen: Je n'ai pas l'intention de parler longuement de cette affaire, car il s'agit d'une question de privilège et il n'y a pas de contradiction entre mon attitude aujourd'hui et celle que j'avais adoptée au sujet du projet de loi. Lorsque les honorables vis-à-vis, y compris les députés néo-démocrates, prétendaient que la Société de développement du Cap-Breton devrait posséder et exploiter cette usine, j'avais dit que la chose était possible aux termes de la loi. C'est vrai, personne ne le conteste. J'ai également dit que cela ne m'apparaissait pas être une fonction appropriée de cette Société. (*Applaudissements*)

M. l'Orateur: Je suis certain que les propos que viennent d'échanger les députés et le ministre révèlent que j'avais raison de décider tantôt qu'il n'y avait pas matière à la question de privilège. Je ne retarderai pas les députés en leur lisant le commentaire 113 de la 4^e édition de Beauchesne, sauf peut-être la première phrase. Non, je ne lirai même pas la première phrase.

LES FINANCES

L'IMPOSITION DES PENSIONS ET DES ALLOCATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Un membre du gouvernement ou lui-même a-t-il reçu de la Légion royale canadienne ou d'autres associations d'anciens combattants d'énergiques protestations contre les recommandations de la Commission Carter visant l'imposition des pensions et des allocations versées aux termes de la loi sur les pensions? Si oui, quelle a été la réaction?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, la question est irrecevable à cette étape.

L'HABITATION

LES REPRÉSENTANTS DES MUNICIPALITÉS À LA CONFÉRENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hubert Badanai (Fort-William): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre du Travail en sa qualité de responsable de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Peut-il nous dire si l'Ontario ou une autre province a décidé d'amener des représentants des municipalités à la conférence fédérale-provinciale sur l'habitation?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je devrai me renseigner au sujet de l'Ontario. Je peux dire, cependant, que ma province inclura dans sa délégation le président de l'Union of B. C. Municipalities. Il me faudra vérifier les intentions des autres provinces.

L'AGRICULTURE

LA DÉVALUATION DE LA LIVRE STERLING ET NOS EXPORTATIONS AU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. J'aimerais lui demander de faire rapport à la Chambre, dès maintenant ou le plus tôt possible—de préférence, maintenant—quant aux répercussions probables de la dévaluation de la livre sterling sur nos produits agricoles, le blé excepté. J'exclus le blé maintenant, car le ministre suppléant du Commerce a déjà présenté un rapport préliminaire sur le blé.